

Références bibliographiques :

- AKAM, Noble et DUCASSE, Roland (sous la direction), (2002). *Quelle université pour l'Afrique ?* Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine.
- ALLEGRE, Claude (1993). *L'âge des savoirs. Pour une reconnaissance de l'université.* Gallimard, Paris.
- DIRECTION DE LA COORDINATION DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DU DEVELOPPMENT TECHNOLOGIQUE (2000). *Etat de mise en œuvre de la loi N° 98-11 du 22 août 1998 portant loi d'orientation et de programme à projection quinquennale sur la recherche scientifique et le développement technologique.* Ecole Nationale d'Administration, Alger.
- DAVIDENKOFF, Emmanuel et KHAN, Sylvain (2006). *Les universités sont-elles solubles dans la mondialisation ?* Hachette, Paris.
- GHALAMALLAH, Mohamed (sous la direction), (2006). Etude sur l'université algérienne. *Les cahiers du CREAD N° 77*, Alger.
- FELOUZI, Georges (2003). *Les mutations actuelles de l'Université.* Presses Universitaires de France, Paris.
- JOURDE, Pierre (sous la direction), (2007). *Université : la grande illusion.* Ed. L'esprit des Péninsules, Paris.
- KADRI, Aïssa (1992). *Le droit à l'enseignement et l'enseignement du droit. Contribution à une analyse du système de l'enseignement supérieur algérien.* Thèse de Doctorat, E.H.E.S.S., Paris.
- Loi d'Orientation sur l'Enseignement Supérieur. *Décret N° 99-05 du 4 avril 1999*, JORADP N° 24.
- MEDHAR, Slimane (1992). *Tradition contre modernité.* Enap, Alger.

qui est souvent reproché à l'université : « *la baisse de niveau* ». Cette détérioration lui est antérieure. Elle l'a seulement accélérée. Etant raccordée à l'Islam, avec lequel la manière d'être et d'agir habituelle est familière depuis de nombreux siècles, la langue arabe a favorisé, beaucoup plus que tout autre langue, l'infiltration des mécanismes anciens à l'université, mécanismes ayant fini par entraver le fonctionnement de cette structure et entraver le renouvellement de la société.

L'accumulation de ces entraves immobilise la dynamique de l'université au moment où la société a besoin d'analyses précises pour se dégager, par exemple, de la violence armée qui l'a déchirée de nombreuses années durant. De fait, les universitaires ont généralement gardé le silence sur ce phénomène qui est demeuré absent des programmes d'enseignement à l'université.

Dans ces conditions, l'université algérienne ne peut pas manquer d'éprouver des difficultés grandissantes à sous-tendre la dynamique nécessaire à l'échange des connaissances auxquels convie l'interculturalité. Or, cette invitation prend de plus en plus la tournure d'une exigence sous l'angle du Nouvel Ordre Mondial. De fait, toutes les sociétés sont appelées à participer directement à la vie suivant leurs propres génies. De nouvelles perspectives de réflexion et d'action sont donc possibles. Et elles sont à la portée des universitaires algériens.

participer à la réalisation du développement. Il s'efforça, en effet, de transmettre les connaissances scientifiques et les techniques nouvelles, tout en menant des recherches scientifiques appliquées.

Cette tentative de participation fut cependant enrayée par le fonctionnement régulier de la société et par ce que S. MEDHAR qualifie de « *revanche du refoulé* ». De fait, le fonctionnement de la société était tel qu'il était impossible de privilégier les sciences exactes et technologiques sans les condamner à brève ou à longue échéance. Parallèlement, les acteurs sociaux impliqués dans la vie de l'université véhiculaient une manière d'être et d'agir répondant à une logique à la fois étrangère et contraire à celle de l'université.

Certes, cette manière d'être et d'agir fut non seulement occultée, négligée et artificiellement réduite à de simples traditions rétrogrades, mais elle devait également disparaître sous les effets du développement. Ses réactions furent cependant dramatiques pour le renouvellement de la société. Au lieu de disparaître, elle s'infiltra à l'université et enraya son fonctionnement.

On a vu, en effet, que cette manière d'être et d'agir véhicule un mode de gestion de l'énergie intellectuelle contraire au mode de gestion que suppose l'université en matière de réflexion et d'analyse. Une confrontation a donc eu lieu entre ces deux modes de gestion. Elle fut, cependant, indirecte, larvée et, par conséquent, directement insaisissable. Elle ne peut être saisie qu'à travers ses conséquences ou bien par le biais du suivi des pratiques qui animent la dynamique de l'université.

Notons, que si l'arabisation des enseignements a exacerbé cette confrontation et renforcé l'emprise de la manière d'être et d'agir ancestrale sur l'université, elle n'est point à l'origine de ce

développement entrepris. Et tout ce qui était susceptible de perturber le cheminement envisagé était écarté ou combattu. De fait, le présent, marqué par les stigmates du sous-développement, devait être remis en question. Aussi, l'intégration des sciences sociales au développement fut-elle reportée à plus tard. La raison en est que ces disciplines scientifiques ne dégagent éventuellement de nouvelles perspectives d'action qu'à la suite de l'analyse du présent tel qu'il est déterminé par le passé. Or, cette liaison devait être évacuée absolument, marquée comme elle était, entre autres, par des traditions jugées rétrogrades. Parallèlement, les résultats attendus du développement devaient être authentifiés à l'aide de valeurs arabo-islamiques. La priorité fut, par conséquent, accordée aux sciences exactes et technologiques en matière d'enseignement et un appel à la coopération internationale fut lancé pour s'assurer de l'intégration et du rodage des moyens modernes devant favoriser la réalisation du développement.

Ainsi conçue et mise en œuvre, cette stratégie a entraîné la mise à l'écart de l'université de la réalisation proprement dite du développement. De fait, cette structure demeura à la périphérie de l'organisation et du fonctionnement officiels de la société, dans la mesure où l'entreprise de développement ne dépendait point de ses résultats (connaissances, cadres formés....), mais des transferts techniques et scientifiques, et de l'apport de la coopération internationale. Elle devint, progressivement, une structure consistant à atténuer les effectifs du chômage.

Si elle fut ainsi écartée de l'entreprise du développement, l'université ne fut pas fermée pour autant. Ce fut une erreur dont les répercussions se sont faites progressivement sentir, enrayant non seulement la dynamique de l'université, mais également les possibilités de renouvellement de la société. De fait, l'université ne demeura pas figée, dans la mesure où elle est restée en fonction. La preuve en est que son encadrement tenta de

l'aboutissement de transformations préalables, transformations qu'il susciterait à son tour.

C'est au niveau de cette scission entre la transformation et le changement que se situe la principale source d'entraves à la dynamique universitaire. Cette scission est, évidemment, artificielle dans la mesure où - on l'a signalée - le changement est l'aboutissement de transformations. Elle répond, cependant, à une option. Le changement ainsi isolé, s'inscrit, en effet, dans la conception et la mise en œuvre du développement national durant les décennies 60, 70 et 80. Ce développement avait pour objectif ultime la création d'une société nouvelle et la formation d'un homme nouveau à partir d'une base matérielle également nouvelle. La construction de cette dernière relevait principalement de l'intégration de connaissances scientifiques et de techniques modernes. Celles-ci ont cours dans les sociétés avancées. Alors, une stratégie fut adoptée : opérer le transfert de ces connaissances et techniques, les intégrer de telle façon qu'elles servent à construire la base matérielle et à préparer l'homme nécessaire à l'organisation et la gestion d'une société nouvelle, à la fois moderne, authentique et animée par des transformations continues.

Le report des transformations à une date ultérieure, en fin de compte indéterminée, a joué contre le développement d'une part, l'équilibre et le devenir de la société d'autre part. Il est en effet la principale cause de l'échec de l'expérience de développement, puis de la crise qui s'en est suivie (récession, violence...). Notons cependant que ce report était volontaire et que tout fut entrepris pour qu'il soit bénéfique pour la vie et le devenir de la société. En effet, les préoccupations et les actions en matière de développement ont porté sur la nécessité de capter, d'intégrer et de mettre en œuvre au plus vite les nouveaux moyens scientifiques et techniques. En bref, tout fut orienté vers l'avenir que représentaient les deux objectifs majeurs du

techniques...) construits sous d'autres horizons ou à des époques lointaines, que la recherche scientifique est élaborée à l'université algérienne.

Et pour se mettre à l'abri de cet interdit multiple et permanent, les universitaires ont tendance à inscrire leurs activités dans les limites du discours officiel. Celui-ci s'articule résolument sur la modernité et l'authenticité, deux caractéristiques devant marquer la dynamique de l'université. De fait, nous avons noté que cette dernière doit produire et transmettre de nouvelles connaissances à partir des caractéristiques locales et des échanges internationaux qu'induisent, du reste, les nouvelles conditions de vie.

Le mode d'insertion des activités des universitaires traduit cependant beaucoup plus le conformisme, le mimétisme et le refus des transformations, qu'il ne représente le fondement d'une entreprise axée sur le renouvellement. A l'instar des décideurs, les universitaires n'ont pas opéré de synthèse entre la modernité et l'authenticité. Les raisons méritent de retenir l'attention.

Etablie par le système scolaire colonial, l'université fut prise en charge par le système national à l'issue de l'indépendance. Elle fut, par conséquent, simplement greffée sur une manière d'être et d'agir qui ne s'y prête toujours pas. De fait, l'université ne représente nullement l'aboutissement de transformations psychosociologiques, culturelles, économiques et politiques qui auraient nécessité la mise en place d'une nouvelle structure consistant à produire et à transmettre des connaissances pour entretenir le rythme des transformations.

Le concept "transformation" est en effet absent, à la fois, des préoccupations des décideurs et des universitaires. Ces deux groupes d'acteurs privilégient plutôt l'emploi du concept "changement". Or, le changement est un résultat : c'est

d'être collective. Or, il est régulièrement rappelé qu'Allah n'est favorablement disposé qu'à l'égard des groupes sociaux. Par conséquent, l'individu isolé et silencieux, comme c'est le cas du chercheur, est nécessairement suspecté dans cette ambiance. D'autre part, l'interdit religieux profite de la prudence et des hésitations de l'analyste pour entraver l'activité de recherche et la suspendre. Le cas est dramatique en psychologie sociale. Les pratiques sur lesquelles portent les investigations scientifiques, sont souvent opaques, voire contradictoires. Le psychosociologue s'interroge, tâtonne, hésite ; pour tenter de clarifier ce qui est obscure en matière de vie sociale, il avance en effet des hypothèses puis il entreprend de les vérifier. Le temps nécessaire à cet effet peut être long. Et les auteurs des pratiques saisies manifestent leur adhésion active en faveur du sacré : ils en observent les préceptes, ils le montrent, font des dons... Les préoccupations du psychosociologue sont alors taxées de zizanie. Et la zizanie oriente vers la perdition qui mène, à son tour, en Enfer. L'inquiétude incommensurable qui en découle incite, par conséquent, le psychosociologue à suspendre ses investigations.

L'un des premiers personnages connus, ayant subi cet interdit, est Ibn Khaldoun. Il n'a pu mener son analyse qu'en se retirant dans un donjon. Il semblerait qu'il ait quitté le Maghreb à l'issue de son travail. N'a-t-il pas été plutôt expulsé ? Cette question est à retenir, car l'un des derniers personnages ayant subi un sort similaire est Kateb Yacine. Il fut talonné par la haine de la réflexion et de l'analyse jusque dans sa tombe, son enterrement dans un cimetière musulman ayant été remis en question.

L'un des impacts les plus pernicioux de cet interdit multiple et varié est que la recherche universitaire est le plus souvent de type appliqué. Elle s'inscrit dans des théories élaborées dans un ailleurs spatio-temporel. En effet, c'est dans le cadre de travaux et à l'aide d'outils d'investigations (concepts,

En effet, la structuration de la société en réseaux relationnels principalement, est telle qu'il est impossible d'être en désaccord avec sa famille, par exemple, sans être l'objet d'une exclusion, donc sans courir le risque d'être isolé, voire démuné. Et il est impossible de s'interroger à propos du comportement d'un parent, de le critiquer ou de le remettre en question sans que les proches n'interviennent pour rappeler à l'ordre le contrevenant. Au nom de l'âge, de l'appartenance, de l'honneur et du qu'en dira-t-on, il est purement et simplement incité au silence.

Le refus de ce type de manifestations, nécessairement dérangeant, est brutal sur la scène publique. '*De quoi te mêles-tu, je suis sur la voie publique et je fais ce que je veux ...*', est l'objection, appuyée de dispositions agressives, qui est généralement adressée à tous ceux qui tentent de rappeler aux autres la nécessité d'observer les règles de civisme les plus élémentaires.

Ce refus devient dangereux dans un milieu relativement fermé comme le milieu professionnel. Il suffit, en effet, de ne pas être d'accord avec un collègue pour le dresser contre soi.

Le danger qu'entretient ce refus est important sur la scène politique. C'est l'opposition qui exprime son désaccord avec l'ordre établi et s'interroge à propos des décisions officielles, les critique ou les remet en question. Pour ces différentes raisons, elle fut pourchassée et souvent extradée jusqu'aux bouleversements d'octobre 1988. Bien que réhabilitée depuis cette date, son rôle demeure pratiquement insignifiant.

Enfin, le danger devient incommensurable avec l'intervention du sacré. Les raisons sont à signaler. D'une part, la recherche scientifique est d'abord une activité individuelle avant

s'articulent globalement sur des critères scientifiques : documentation, problématique... Cependant, elles ne génèrent pas de nouvelles connaissances scientifiques susceptibles d'éclairer le fonctionnement de la société et d'en favoriser le renouvellement. Tout incite donc à avancer qu'elles sont frappées de stérilité.

Revenons à S. MEDHAR qui distingue les critères scientifiques sur lesquels doit s'articuler toute recherche et les conditions qui en font un outil d'élaboration de nouvelles connaissances. Avant d'exposer cette distinction, notons qu'elle peut, en effet, nous servir à établir un parallélisme entre la recherche appliquée et la recherche fondamentale, ce qui permet de comprendre la léthargie de l'université algérienne. De fait, la réalisation de la recherche appliquée peut facilement se satisfaire des seuls critères scientifiques. En revanche, la recherche fondamentale, nécessaire à la construction des connaissances portant sur l'agencement et le fonctionnement de la société, doit en plus de ces critères qu'elle partage avec la recherche appliquée, être suscitée par des conditions très précises. Ces dernières ont été signalées par S. MEDHAR. Elles ont trait aux désaccords, aux interrogations, aux critiques et aux remises en question. De fait, il est impossible, tout au moins difficile, d'élaborer une recherche fondamentale, c'est-à-dire une recherche susceptible d'aboutir à l'élaboration de nouvelles connaissances scientifiques, sans désaccord préalable avec ce qui se passe, sans interrogation sur ce qui se passe et sans critique et remise en question de ce qui se passe dans la société ou dans une de ses dimensions.

Or, S. MEDHAR montre que ces conditions irremplaçables de la recherche scientifique sont maintenues depuis toujours sous le sceau de l'interdit, à partir du milieu familial jusqu'au sacré en passant par le monde professionnel, la vie publique et la scène politique.

ceux qui, une fois de retour, rédigent un rapport de mission ou transmettent à leurs collègues des informations scientifiques nouvellement acquises.

Ainsi tout indique que la corruption de la réglementation, la manipulation, la priorité accordée aux intérêts particuliers sur l'intérêt général, le laxisme, le laisser-aller... forment, nous semble-t-il, les principaux mécanismes psychosociologiques et culturels dont se servent principalement les universitaires dans leur implication professionnelle.

Ces mécanismes qui sont aux antipodes de la rigueur, de la précision et de l'efficacité sans lesquelles l'université est vidée de son contenu scientifique et de sa portée sociale sont régulièrement transmis aux générations successives par le biais de l'éducation et de la socialisation familiales. Pour Slimane MEDHAR, ces mécanismes sont constitutifs de la culture traditionnelle, laquelle culture « *occupe l'espace social algérien au sens physique et symbolique du terme et habite le conscient et, surtout l'inconscient individuels et collectifs* ». Ils structurent le comportement dans différents milieux de vie lesquels sont balisés de valeurs culturelles, de préceptes religieux et d'options idéologiques. Le propre de ces valeurs, préceptes et options est, en effet, d'interdire notamment à l'individu de manifester ce qui se passe dans son for intérieur. Contraint au conformisme, ce dernier profite des interstices de ces différents balisages pour exprimer ses envies, désirs et besoins en veillant à ne fréquenter que des sentiers détournés, par définition clandestins. Ainsi, le conformisme détermine les manières d'agir et d'interagir des universitaires et se traduit clairement dans leurs activités de recherche.

La mise en évidence du type d'implication des universitaires dans la recherche et du sort réservée à celle-ci, nous permet d'expliquer l'un des principaux paradoxes de l'université. Des recherches scientifiques sont engagées ici et là. Elles

Et malgré de nombreuses refontes et réformes qu'elle a connues, l'université algérienne ne s'articule toujours pas sur la dynamique dont relève la concrétisation des objectifs qui lui sont assignés. A part quelques travaux individuels qui demeurent de ce fait isolés, aucune production de connaissances, nous l'avons déjà signalé, n'a lieu régulièrement au sein de l'université. Au mieux ou au pire, il y'a généralement reproduction de connaissances importées, rendant caduque toute velléité de progrès. A titre d'exemple, on explique encore le sous-développement à l'aide de concepts et par référence à des théories élaborées ailleurs sans les soumettre à l'épreuve des faits, ni prendre en considération les caractéristiques de la société.

Des enseignants, préoccupés beaucoup plus par l'acquisition d'un logement ou des missions à l'étranger, que par la pédagogie, reproduisent depuis leur prise de fonctions les mêmes cours sans rien changer. Ayant du mal à apporter du nouveau, ils adoptent le laxisme en matière d'évaluation pour ne pas être en but aux étudiants.

De plus, la plupart des enseignants ne sont généralement pas enclins à consacrer aux activités d'ordre scientifiques les déplacements qu'ils effectuent à l'étranger à la suite des stages de courte durée dont ils bénéficient. La preuve en est qu'ils n'utilisent pas à bon escient les allocations en devises qui leur sont attribuées.

Ces dotations censées logiquement leur servir à renforcer et actualiser leurs fonds documentaires sont utilisées à d'autres fins. En effet, certains vendent leurs devises au marché parallèle et ne trouve plus de raison de partir à l'étranger. D'autres se rendent à la Mecque pour effectuer un pèlerinage. D'autres encore se rendent à l'étranger pour se doter d'effets vestimentaires, ou bien passer des vacances. Enfin, rares sont

recherche ; grevé des insuffisances qui ont prévalu dans les définitions et redéfinitions de la politique de recherche, celui ne s'avère au bout de compte que la réalisation de la fin d'un processus, celui de la marginalisation voire de la disparition de la recherche dans l'institution .

Ainsi, si des moyens existent et que les rôles de l'université et des universitaires sont définis à travers les textes officiels, force est de constater que ni celle-ci, ni ceux-là ne remplissent les fonctions dont relèvent leur raison d'être. Tentant de préciser à quoi renvoie cette défaillance.

De prime abord, nous pouvons avancer que l'incapacité qu'éprouve l'université et les universitaires à remplir les fonctions de recherche, de formation et de diffusion de connaissances scientifiques sans lesquelles le renouvellement social est impossible, réside dans le fait que cette institution, à l'instar des autres structures sociales, subit les contrecoups des problèmes qui encombrant une société en transition comme l'Algérie. Etant au carrefour des contradictions sociales, elle reconduit ces dernières, à défaut de les élucider.

Pratiquement parquée à la périphérie de la société, elle est exclue, de fait, du processus de décision qui engage son avenir. On dirait qu'elle ne représente pas une structure sociale utile au fonctionnement de la société. Une preuve l'atteste.

En effet, l'université n'a jamais été concrètement associée aux grandes décisions politiques et économiques susceptibles d'influer sur l'équilibre et le devenir de la société. Tel n'est pas le cas sous d'autres horizons, d'où proviennent les modèles que l'on veut imiter. Là, il y'a une coopération étroite et fertile entre les établissements universitaires et les différents secteurs utilisateurs qui mettent à l'épreuve les performances intellectuelles et techniques des nouveaux diplômés.

l'élaboration et du partage des savoirs auxquels convie notamment l'interculturalité. Des données le montrent.

Le bilan établi en février 2000 par le Comité Sectoriel de la Recherche Scientifique et du Développement Technologique, fait ressortir les informations suivantes :

- Production scientifique et technologique faible,
- Impact socio-économique de la recherche quasiment nul,
- Qualité très faible du produit de la formation,
- Très faible productivité du système national de recherche.

Par ailleurs, une étude portant sur un échantillon de 590 universitaires et réalisée par le Centre de Recherche en Economie Appliquée pour le Développement entre 1999 et 2002 corrobore ces constats. Des résultats de l'enquête, il ressort que :

- 3 universitaires sur 4 ignorent les programmes qu'ils sont censés enseigner,
- Si 2 universitaires sur 3 souhaitent faire de la recherche, le plus grand nombre d'entre eux ne s'y investit que peu ou pas du tout,
- Les 50% de l'échantillon n'ont publié aucun article et 80% aucun ouvrage.

Bien avant, dans un chapitre intitulé « *une prière de l'absent* », un titre assez significatif par ailleurs, Aissa KADRI (1992, p.534) a précisé à propos de la recherche que :

L'histoire du développement de la recherche en Algérie est celle d'une absence ; autant il a été discoursé sur la recherche, sa nécessité, son importance, autant celle-ci a peu produit, s'est peu manifestée par ses effets sur la société. Le redéploiement engagé ces dernières années se veut une nouvelle donne tendant à restituer à l'université une place centrale dans le processus de

vue de comprendre et de faire comprendre ce qui se passe et d'interpeller sans cesse les pouvoirs publics à propos des blocages et des dysfonctions qu'ils relèvent ici et là immanquablement. En un mot, ils sont tenus de se faire entendre. Cependant les ruptures qui menacent la société et hypothèquent l'avenir demeurent à la périphérie de la dynamique universitaire et loin des préoccupations des universitaires.

Pourtant un cadre organisationnel et institutionnel est mis en place par les pouvoirs publics. Tout ceci est censé mobiliser les universitaires et les inciter à accomplir leurs rôles, tour à tour, de chercheurs et de formateurs. Ce cadre est composé d'agences, de centres, de laboratoires et d'unités de recherche. Et il est mis à la disposition des chercheurs différents moyens matériels et financiers. Ainsi, une prime de recherche est allouée aux universitaires qui contribuent à la réalisation d'un projet de recherche. Ceux qui font partie d'un laboratoire disposent, en même temps, de différentes possibilités de travail (micro-ordinateurs, moyens de reprographie et d'impression...). En moyenne, 20% des universitaires bénéficient d'un stage annuel de courte durée. Une allocation en devises leur est accordée pour qu'ils puissent actualiser leurs fonds documentaires. Enfin la plupart des universitaires sont logés par les établissements où ils exercent.

Enfin, à titre d'exemple, Le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique a, entre 1988 et 2002, dégagé une enveloppe budgétaire de 133.061 millions de D.A. en vue de réhabiliter et de promouvoir la recherche scientifique et technique au sein des universités.

Cependant, les universitaires ne semblent pas mobilisés pour autant en faveur des activités de recherches sans lesquelles l'université perd sa raison d'être. De fait, ils ne donnent pas l'impression d'être favorablement disposés à l'égard de

d'appuis internationaux, de crédits, de techniques... sans observer les exigences du nouvel ordre mondial.

L'enjeu est donc considérable : il s'agit d'innover ou de périr. A moins d'assister, impuissante, à la construction d'un avenir qui se fait sans elle, voire contre elle, et d'accepter volontairement sa faillite et sa disparition en tant qu'entité sociologique, toute société doit impérativement faire face aux changements qui caractérisent un environnement international marqué par une compétitivité rude, souvent impitoyable. Le savoir et donc la connaissance s'imposent, de fait, dans l'acte de produire. Considérés comme le moyen de maîtriser la technologie et l'innovation, ils deviennent ainsi un facteur de développement et un garant de progrès et de modernité.

L'université se doit par conséquent d'agir, à travers les enseignants-chercheurs, d'une part comme productrice de compétences professionnelles de qualité et d'autre part comme préconisatrice d'innovation à travers l'activité de recherche. L'accomplissement des ces deux principales missions de l'université a lieu au fur et à mesure des prise de rôles des universitaires. A ce titre, ces derniers représentent les éléments moteurs de l'université. C'est à l'appui de leur implication effective et continue que cette structure vit et participe de la vie sociale. On ne peut pas par conséquent manquer de retenir que ce sont les universitaires qui font et défont l'université. Cette structure ne peut pas, en effet embrayer sur une dynamique de renouvellement et l'insuffler à travers le corps social sans que les universitaires n'observent deux conditions. Ils doivent assumer pleinement leurs rôles professionnels. Et ils doivent les défendre régulièrement.

C'est aussi aux universitaires qu'incombe l'analyse de ce qui se passe dans la société. L'Algérie connaît des crises en chaîne. Elles doivent inciter les universitaires à s'interroger en

Face à la mondialisation de plus en plus rapide des connaissances, des modes d'organisation, des méthodes de gestion et des techniques de production, aucune société ne peut éviter de se développer sans connaître les risques allant de l'involution à la dissolution, en passant par l'exclusion. Pour satisfaire ses besoins et tenir une place dans le concert des nations, toute société est en effet obligée de produire au sens large et, surtout moderne du terme. Ainsi entendue, la production dépend de l'investissement dans la formation du capital humain, source de connaissances dont relève toute créativité. La production des connaissances et des savoir-faire, leur renouvellement et leur transmission sont tributaires, pour une large part, du rôle de l'université dont les aspects essentiels sont la réflexion, la critique et l'analyse. Donc plus que d'autres, c'est cette institution, cette « *République des Professeurs* » pour reprendre l'expression de Claude ALLEGRE, qui produit les connaissances, les actualise, les étoffe, les renouvelle, les échange et les transmet, entre autres, aux nouvelles générations sous formes de stimuli de processus créatifs. C'est tout particulièrement de l'université que proviennent les cadres qui pourront éventuellement répondre à la nouvelle condition d'insertion internationale qu'impose le nouvel ordre mondial : la participation à l'innovation scientifique et à la créativité technique, ces pivots irremplaçables de la production à l'aube du XXI^e siècle.

Le rôle de l'université dans la société est incontestablement justifié dans le contexte actuel de déséquilibres et d'incertitudes que provoquent les bouleversements économiques et politiques partout dans le monde. Les nouvelles données géopolitiques (guerres du Golf, effondrement du bloc soviétique, effritement des organismes tiers-mondistes...) et la réorganisation du système économique international (GATT, OMC), font qu'il est impossible actuellement de disposer

DU RÔLE DE L'UNIVERSITE AUX PRISES DE RÔLES DES UNIVERSITAIRES ^(*)

Mahfoud ACHAIBOU
Enseignant Chercheur
Université d'Alger

Résumé :

Le rôle de l'université dans la société est multidimensionnel ou devrait l'être : formation des cadres nécessaires au développement économique, social et culturel du pays, production des connaissances scientifiques, participation à l'innovation et à la créativité... Ces missions se doivent normalement être concrétisées par les universitaires à travers des prises de rôles. A ce titre, ces derniers représentent les éléments moteurs de l'université. C'est à l'appui de leur implication effective et continue que cette structure vit et participe de la vie sociale. De fait, c'est aux universitaires qu'incombent l'élaboration, la transmission et l'échange des connaissances à propos de tels ou tels aspects du champ social. Mais force est de constater que pour des raisons, entre autres, socioanthropologiques, ni celle-ci, ni ceux-là ne remplissent leurs rôles dont relève leur raison d'être.

(*) Cet article a fait l'objet d'une communication lors du X^e Congrès International de l'ARIC, Alger-Palais des Nations, 02-06 Mai 2005